

commissaire avait fait un exposé assez complet des faits pour indiquer clairement que les machines agricoles coûtaient plus cher au Canada que dans certains autres pays.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Dans le dernier alinéa de sa déclaration, le ministre dit qu'une autre étude est en préparation à la Commission et qu'elle porte sur les attitudes des agriculteurs à l'endroit des achats de machines agricoles, mais qu'elle ne sera pas disponible avant quelques jours.

M. Baldwin: Pourquoi ne pas attendre Information Canada?

M. Danforth: Connaissant l'attitude des rudes individualistes qui ont fait front aux problèmes de l'agriculture dans notre pays et conscient des lenteurs et des tergiversations du gouvernement actuel, je suis persuadé que le retard est dû à la nécessité de supprimer des gros mots du texte avant de lui faire suivre la filière ordinaire.

Des voix: Bravo!

Une voix: Nous voilà revenus à la facétie.

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, je comprends que le ministre veuille rendre public le programme de la Commission Barber. Comme l'a déjà fait remarquer un député, il s'agit d'une affaire qui a passablement traîné. Il me semble toutefois que ce qui nous intéresse vraiment à présent, c'est de savoir quelle initiative le gouvernement est disposé à prendre dans une situation extrêmement difficile.

Comme le savent les cultivateurs, il va être difficile de reprendre la situation en mains dans ce domaine. Les cultivateurs estiment que les achats de machines agricoles reviennent trop cher et que les taux d'intérêt sont trop élevés. Ainsi qu'on l'a déjà signalé ici même, une société procède actuellement à la mise à pied d'ouvriers au Canada, tout en poursuivant son programme d'activités aux États-Unis.

Parler de faire venir des machines d'outre-mer, c'est bien beau, mais qui les distribuera? Jusqu'à présent la Commission n'a pas tenu compte des activités exercées dans l'Ouest du Canada par la Canadian Co-operative Implementation Limited, qui dispose d'un réseau de distribution et a déjà importé des machines d'Europe. Je vois que le ministre n'est pas d'accord. Cependant, je n'ai vu aucune recommandation indiquant qu'on ferait vraiment appel à cette société dans *The Western Producer* du 29 janvier, on trouve la manchette suivante: *Failed to Advise Farmer to Use Co-op Investments*. C'est l'opinion qui a été exprimée dans ce journal.

Des voix: Honte!

M. Gleave: Si nous devons importer des machines d'outre-mer, il faut quelqu'un pour en assurer la livraison, l'entretien et la réparation. C'est essentiel, et je dis au gouvernement qu'il doit accorder la priorité à la solution de ce problème s'il veut redresser la situation actuelle. Pour y arriver, le gouvernement doit s'adresser à la CCIL, aux associations agricoles de l'Ontario et leur dire: «Nous sommes prêts à vous aider si vous voulez accomplir le travail qu'il faut faire au nom des agriculteurs.» Voilà ce que le gouvernement doit faire dès maintenant, monsieur l'Orateur.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je voudrais d'abord remercier le ministre des précisions qu'il vient de faire dans sa très courte déclaration au sujet du rapport de la Commission royale d'enquête sur le prix des machines agricoles. Sa déclaration étant courte, mes commentaires seront brefs.

Quant à l'entretien et au coût des pièces de rechange des machines agricoles, ainsi qu'aux ententes auxquelles ils donnent lieu, ils ne feront pas l'objet d'un rapport séparé, mais figureront au rapport final de la Commission qui doit être publié vers la fin de l'été. Il est regrettable qu'il en soit ainsi, car les cultivateurs devront encore être des victimes pendant une autre saison de production.

Je fais miennes les remarques de mon collègue de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) au sujet du retard dans l'expédition des pièces de rechange, des machines qui ne fonctionnent pas et de la location d'autres machines afin d'exécuter les travaux agricoles à temps.

J'espère bien que les travaux de la Commission progresseront plus rapidement et qu'on prendra des mesures susceptibles d'alléger le fardeau des agriculteurs, qui doivent encourir des dépenses extraordinaires dans l'exploitation de leurs terres afin de nourrir l'humanité.

Avant de terminer mes observations, j'aimerais signaler que le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a, par distraction, parlé de rapports, alors qu'il ne s'agissait que d'études. Il me pardonnera si je lui dis que je forme le vœu que ce soit par distraction qu'il a répondu par la négative à la question que je lui posais hier, alors que je lui demandais s'il consentirait à recommander qu'on ne réduise pas de 10 millions de dollars le budget de la Commission canadienne du lait pour l'année laitière 1970-1971. J'espère que la semaine prochaine, il déclarera qu'il s'agissait bien d'une réponse donnée par distraction. On pourra alors dire: Mon Dieu, si l'on n'a pas l'avantage de payer moins cher les pièces de